



L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI



SADC AUJOURD'HUI Vol. 16 No. 2 Février 2014



Économie Bleue Paradigme de développement alternatif pour la SADC

par Joseph Ngwawi

LA SADC examine des stratégies pour adopter le concept d'une "économie bleue" pour qui les océans sont des "espaces de développement" et dans laquelle une planification coordonnée intègre la préservation, l'usage durable, l'extraction de pétrole et de la richesse minérale, et le transport maritime.

L'initiative d'économie bleue est proposée par Small Island Developing States (SIDS) – *Petits États Insulaires en Voie de Développement*, mais pertinente aux états du littoral avec un intérêt porté sur les eaux au-delà de la juridiction nationale.

L'initiative brise le moule du modèle de développement "brun" des affaires habituelles où les océans ont jusqu'à présent été perçus comme moyens d'extraction de ressource gratuite et de décharge de déchets.

Le concept met l'emphase sur la préservation et la gestion durable des océans et complète l'économie "écologique".

Il reconnaît la productivité d'écosystèmes océaniques sains en tant que sauvegarde des économies durables à assise océanique, ainsi que la garantie que les SIDS et autres pays côtiers tirent profit de leurs ressources marines.

Le Secrétaire Général de la SADC, Dr Stergomena Lawrence Tax a exhorté les États Membres de la SADC à développer des stratégies focalisées afin d'adopter les attributs de l'économie bleue.

Prenant la parole lors du Sommet sur l'Économie Bleue à Abu Dhabi, Émirats Arabes

Unis en janvier, Dr Tax a déclaré qu'il était temps pour la SADC de profiter des synergies qui découleront probablement de la mise en oeuvre de son propre programme de développement et l'initiative "économie bleue".

Elle expliqua que les objectifs de l'initiative "économie bleue" sont en accord avec les priorités de développement de la SADC, et, qu'à cet égard, la région devrait aligner ses programmes et stratégies avec les idéaux d'une économie bleue.

Cela permettra à la région de maximiser les bénéfices à partir des accomplissements d'un modèle durable de développement et l'utilisation des ressources océaniques.

"Le concept de l'économie bleue, en ce concentrant sur les états côtiers et océaniques et en mettant en valeur le développement durable des ressources océaniques, mène à une dimension importante du processus générale de conceptualisation, de développement de stratégie, de planification et supervision de l'intégration régionale et du développement, en particulier lorsque l'on prend en compte nos États Membres côtiers et océaniques," précisa t-elle.

Des synergies pourraient être renforcées dans des domaines tels que l'utilisation et la gestion efficace des ressources naturelles et marines, la science et la technologie, le développement de l'infrastructure et le tourisme ainsi que la gestion du changement environnemental et climatique par le biais de stratégies et de programmes inclusifs.

suite page 2...

POLITIQUE	3
COMMERCE	4
INFRASTRUCTURE	5
PERSPECTIVES	6
AGRICULTURE	7
ÉNERGIE	8-9
ÉLECTIONS 2014	10-11
UNION AFRICAINE	12
INTÉGRATION	13
MADAGASCAR	14
ÉVÈNEMENTS	15
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	16



Économie Bleue Paradigme de développement alternatif pour la SADC

La protection et régénération des ressources marines sont des questions prioritaires pour les états côtiers dont les ressources marines contribuent énormément au bien-être socio-économique du pays.

Le concept est approprié pour la région SADC puisque plus de la moitié de ses 15 États Membres sont des pays côtiers et océaniques.

Huit États Membres de la SADC – Angola, Madagascar, Île Maurice, Mozambique, Namibie, Les Seychelles, Afrique du Sud et la République Unie de la Tanzanie – sont des états côtiers et océaniques.

La stratégie de développement de l'économie bleue est opportune pour la région SADC qui atteste récemment de découvertes de taille notamment d'énormes réserves de pétrole et de gaz naturel au Mozambique, Namibie et Tanzanie.

La présence de réserves de gaz naturel dans les eaux littorales des pays de l'Afrique australe indique un potentiel énorme pour l'exploitation de ressources dans une région qui lutte contre un déficit d'énergie rédhibitoire.

La côte orientale de l'Afrique a, ces dernières années, émergée comme l'un des lieux les plus attirants sur le paysage global de l'énergie, avec la découverte d'une réserve abondante de gaz naturel au Mozambique et en Tanzanie.

L'exploration a eu lieu dans d'autres États Membres de la SADC bien que l'importance des réserves soit inconnue pour ces pays.

De nouvelles découvertes de gaz naturel au large, le long de la côte mozambicaine sont supposées "changer la donne" pour le pays et la région de l'Afrique australe.

Le pays a évalué des réserves de gaz naturel recouvrables entre 15 et 30 trillion de mètre cube (tmc) de gaz, suffisant pour satisfaire à la consommation annuelle de gaz des États Unis.

La Tanzanie a, à ce jour, identifié des réserves de gaz naturel de plus de 10 tmc à partir des eaux profondes au large de la région.

Outre des découvertes de pétrole et de gaz, il existe un grand potentiel pour l'exploration d'autres ressources océaniques au sein de États Membres de la SADC.

La Namibie possède des réserves importantes de guano, un engrais extrêmement efficace composé à partir d'excrément d'oiseaux marins ou de chauve-souris qui contient un fort contenu de nitrogène, phosphate et potassium, trois nutriments essentiels pour la croissance de végétaux.

La prospection de ressources océaniques n'est pas exhaustive en Afrique australe et il y a beaucoup à apprendre sur les ressources marines non-découvertes.

L'appel à adopter l'initiative de l'économie bleue survient à une période où la SADC est en cours de finaliser le processus pour recalibrer son programme d'intégration en accord avec la dynamique globale et plusieurs questions émergentes qui influencent sa trajectoire de développement.

La région s'est embarquée dans la phase finale du processus commencé en 2011 afin de réviser le RISDP, son plan de développement sur 15 ans.

Suite à la recommandation du Conseil des Ministres, le Secrétariat de la SADC a établi un groupe de travail composé de représentants du Secrétariat, de tous les États Membres et des intervenants clés pertinents.

Il est attendu du groupe de travail à multiples intervenants qu'il exécute les recommandations contenues dans une révision indépendante du RISDP qui fut complétée l'année dernière.

Le groupe de travail devra proposer de nouvelles priorités, de nouveaux domaines focaux, des repères, du rendement, des objectifs et des calendrier pour le

reste de la période d'exécution du RISDP.

Le groupe de travail devra considérer et recommander toutes autres stratégies et cadres d'exécution qui pourrait améliorer l'exécution du RISDP; et suggérer de nouvelles politiques, stratégies et innovations institutionnelles pour la période post 2018 après l'aboutissement du plan de développement.

Le groupe est sensé préparer un résumé des recommandations clés et des priorités pour la complétion du RISDP et de les présenter au Conseil pour délibération et ratification d'ici août 2014.

Il est prévu que le groupe de travail commence les travaux en mars et termine sa tâche d'ici juin.

Dr Tax a félicité Les Seychelles pour être à l'origine de l'Initiative "Économie Bleue".



Dr Stergomena Lawrence Tax
Secrétaire Général de la SADC

Le Sommet de l'Économie Bleue, auquel participaient plusieurs états insulaires et côtiers, fut organisé par Les Seychelles et les Émirats Arabes Unis et tenu en activité connexe de la Semaine sur la Durabilité à Abu Dhabi.

Il a examiné les paradigmes de l'économie bleue qui constituent un cadre de développement durable pour les pays en voie de développement, abordant l'équité dans l'accès à, développement de et partage des profits tirés des ressources marines. r

Michel fait campagne pour l'économie bleue

LE PRÉSIDENT Des Seychelles, James Michel, a déclaré que le concept de l'économie bleue devrait être le thème central du développement durable global, de la mitigation climatique et de l'éradication de la pauvreté.

Prenant la parole durant le Sommet sur l'Économie Bleue tenu dans les Émirats Arabes Unis en janvier, Michel a expliqué que l'importance de l'économie bleue pour l'humanité ne peut être sous-estimée du fait que plus de 70 pourcent de la planète est couverte par les océans et 90 pourcent du commerce mondial est mené par voie maritime.

"Les océans transcendent les états. Ils nous connectent les uns aux autres. Et nous devons exploiter ces connections pour le développement, non pas uniquement pour l'enrichissement," ajoute Michel.

Il a exhorté les pays à "garantir que les bénéfices provenant de l'activité économique dans nos océans se traduisent par des bénéfices réels pour nos populations."

"Nous ne pouvons la qualifier de durable lorsque certaines importantes flottilles de pêche industrielles exploitent les ressources d'une zone maritime jusqu'à l'épuisement, pour ensuite simplement se déplacer vers d'autres zones," explique Michel.

"L'inclusion, l'appropriation et la responsabilisation des populations côtières sont les éléments essentiels de la mise en exécution de l'économie bleue.

Le concept de l'économie bleue fut introduit et débattu durant la Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable tenue en juin 2013 à Rio de Janeiro, Brésil. r



La SADC approuve la Structure d'industrialisation

L'AFRIQUE AUSTRALE a pris une autre mesure audacieuse pour encourager le développement industriel suite à l'autorisation d'une structure qui établit des stratégies pour promouvoir une valeur ajoutée dans la région.

La Structure Politique SADC pour le Développement Industriel, récemment homologuée, reconnaît la nécessité d'élaborer une infrastructure économique; de renforcer la base de technologie, des économies d'échelle et leur envergure, ainsi que d'améliorer la compétitivité des industries.

Approuvée en 2013, la structure vise à coordonner la coopération régionale dans le but d'élaborer une base industrielle diversifiée, innovante et globalement compétitive qui contribue à la croissance durable et à la création d'emploi pour le bénéfice mutuel des pays de la SADC.

Il fournit un point de référence pour guider la coordination des politiques complémentaires, des activités et des processus qui formeront une partie de la structure pour le développement industriel régional.

La structure reconnaît que la formulation et l'application d'une politique industrielle est essentiellement une prérogative nationale et qu'il n'existe pas de projet et aucune approche "taille unique" pour le processus d'industrialisation de la région.

Les États Membres sont encouragés à continuer à appliquer les politiques et les stratégies nationales afin de stimuler et renforcer leurs capacités productives puisque ces politiques sont importantes pour informer et soutenir la structure régionale.

La structure cherche donc à exploiter et construire sur les opportunités mutuellement bénéficielles disponibles dans les États Membres ainsi que

d'aborder le problème commun de l'industrialisation à travers le développement de stratégies ou d'activités coordonnées au niveau régional.

Elle s'appuie sur le Programme de Modernisation et Actualisation Industrielle (IUMP), adopté par la Commission SADC des Ministres du Commerce en juin 2009.

L'objectif de l'IUMP est de renforcer la compétitivité de la capacité industrielle existante et de promouvoir le développement de la chaîne de valeur régionale dans des secteurs sélectionnés à travers la région.

La structure de production en Afrique australe est caractéristique d'une région en voie de développement où la majorité des parts du Produit Intérieur Brut (PIB) provient des secteurs de production primaire tels que l'agriculture et l'exploitation minière.

La contribution de ces secteurs est relativement élevée, environ 50 pourcent du BIP.

L'importance de la pêche s'étend également sur plusieurs pays.

Cependant, selon la SADC, la valeur ajoutée dans ces secteurs primaires demeure faible, stagnante en général à 14 pourcent du PIB en 2009.

À l'exception de l'Afrique du Sud et de l'Île Maurice, qui ont d'importants secteurs de production, le secteur industriel de la SADC demeure relativement non-diversifié.

Dans tous les États Membres de la SADC, la contribution du secteur de production au PIB est de moins de 20 pourcent et dans certains cas inférieure à cinq pourcent.

Selon la structure, l'intensité de l'industrialisation est assez faible dans la région, avec un rendement industriel fortement concentré sur les produits à

faible technologie tels que les aliments, les boissons, les textiles, l'habillement et la chaussure.

Dans la plupart des pays, la contribution de la production au PIB est demeurée relativement inchangée au cours de la dernière décennie, malgré quelques modestes fluctuations ascendantes et descendantes à travers les pays.

Le rôle important joué par l'industrialisation a été reconnu dans les divers instruments et plans de la SADC.

Le Traité de la SADC et le Plan Régional Stratégique Indicatif pour le Développement (RISDP) pourvoit une approche d'intégration du développement dans la SADC qui cherche à aborder la production, l'infrastructure et les obstacles auto-imposés à la croissance et au développement.

L'industrialisation est une priorité dans les deux documents politiques de la SADC en tant qu'outil principal pour une croissance et un développement durables et l'éradication de la pauvreté.

Le Protocole SADC sur le Commerce, mis en vigueur en 2000, appelle spécifiquement pour une stratégie d'industrialisation afin d'accompagner l'instauration de la Zone de Libre Échange SADC.

Le RISDP adopté en 2003 a en outre réaffirmé l'engagement des États Membres de la SADC sur plusieurs zones d'intervention prioritaire, y compris le développement de politiques délibérées pour l'industrialisation, avec un focus sur la promotion des liens industriels et l'utilisation efficace des ressources régionales grâce à une valeur ajoutée.

Le plan requiert que les États Membres de la SADC poursuivent des politiques industrielles nationales et des stratégies de manière à encourager la cohérence régionale et réduire les inégalités régionales. r

Interventions politiques industrielles de la SADC

LA STRUCTURE de la Politique Industrielle de la SADC souligne les interventions communes générales et spécifiques à un secteur pour la mise en oeuvre au niveau régional:

- Développement et exploitation des opportunités mutuellement bénéficielles de la SADC;
- Amélioration des standards, des réglementations techniques & de la qualité de l'infrastructure;
- Promotion de la coopération sur l'innovation, le transfert de technologie, et les activités de recherches et de développement;
- Développement de mécanismes pour améliorer l'accès aux finances pour la production et les secteurs connexes;
- Amélioration de l'assistance aux petites et moyennes entreprises;
- Intégration d'infrastructure et de services dans la stratégie de l'industrialisation régionale;
- Développement des stratégies pour exploiter les opportunités émergentes dans la coopération stratégique de la région; et
- Promotion de l'alignement de cette structure politique avec des politiques complémentaires existantes. r



La BAD évalue l'impact du Protocole Commercial de la SADC

LA BANQUE Africaine pour le Développement prévoit de commander une étude pour évaluer l'impact de l'application du Protocole Commercial de la SADC.

La banque, par le biais de son Centre Régional de Ressource pour l'Afrique Australe basé en Afrique du Sud, est en cours de recruter des consultants pour entreprendre l'étude en début mars.

L'étude impliquera une revue documentaire des réformes et instruments clés adoptés par la région pour appliquer le Protocole SADC sur le Commerce et les tendances des débits commerciaux officiels, ainsi qu'une évaluation basée sur sondage de l'impact des réformes.

Les consultants devront produire un rapport mettant en avant leurs résultats, y compris une note de synthèse indépendante.

Le rapport devra être présenté au cours de deux sessions régionales de participant prévues durant l'année.

L'application du Protocole Commercial SADC a été un long et douloureux processus régional.

Depuis 1996, lorsque le Protocole Commercial a été signé, mis en vigueur en 2000 suite à un processus de ratification, 12 États Membres de la SADC ont signé le protocole et font, donc, partis de la Zone de Libre Échange (FTA), à l'exception de l'Angola et de la République Démocratique du Congo qui ont demandé plus de délai avant d'adhérer à la FTA.

L'instrument principal de libéralisation du commerce tel que pourvu dans le protocole a été l'élimination de tarifs douaniers et des barrières non-tarifaires sur le gros du commerce intra-SADC.

Dès que le Protocole Commercial est entré en vigueur en 2000, la première phase importante était pour les États Membres d'entreprendre des négociations pour la suppression progressive de tarif, qui entraîne l'élimination graduelle des taxes douanières.

Le processus de négociation fut mené au moyen de "l'approche demande-offre" sous les auspices du Forum de Négociation Commerciale, qui se réunit régulièrement comme prévu dans le Protocole Commercial.

Essentiel au processus de négociation fut le principe d'assymétrie, qui provient de la prise de conscience qu'entre autres problèmes, les États Membres de la SADC sont à divers stades de développement économique.

Pour des objectifs d'exécution du Protocole Commercial, les États Membres sont classés en trois catégories:

- Pays développés (principalement l'Afrique du Sud mais de facto. L'Union des Douanes de l'Afrique Australe – SACU);
- Pays en Voie de Développement (Île Maurice et Zimbabwe); et
- Pays les Moins Développés – PMD (notamment les pays restants, c-à-d, Angola, RDC, Madagascar, Malawi, Mozambique, Tanzanie et Zambie).

Sur la base de ces groupes, la SADC a poursuivi un programme de réduction tarifaire progressive à différents rythmes dans lequel il était prévu que le groupe des pays développés présentent leurs réductions de tarif pour parvenir au seuil fixé du "tout commerce substantiel", d'ici cinq ans de sa mise en application, c'est-à-dire d'ici 2005.

Le groupe de pays en voie de développement était sensé charger de moitié leurs réductions pour parvenir au même plafond, c'est-à-dire d'ici 2007/2008, alors que la dernière catégorie, les PMDs sont sensés reporter leurs réductions tarifaires à au-delà du seuil des huit ans, mais n'excédant pas 12 ans.

Cependant, pour la catégorie de produits A et B (voir encadré), les tarifs devaient atteindre le niveau de 0 pourcent d'ici 2008 en accord avec les conditions de l'Organisation Mondiale du



Le protocole commercial de la SADC prévoit pour l'élimination des tarifs douaniers et des barrières non-tarifaires sur le commerce intra-SADC.

Commerce qui stipule que la totalité du Commerce devrait être substantiellement gratuit dans une FTA.

Le seuil "substantiellement tout commerce" pour la SADC est composé de 85 pourcent de tous les produits, constituant la catégorie A et B en excluant les produits de catégorie C.

Une révision à mi-mandat commandée par la SADC en 2004 a révélé que les États Membres mettaient en application le Protocole Commercial mais que les progrès étaient généralement lents.

Une des recommandations clés pour garantir la conformité était que les États Membres mettent en vigueur la phase de dégression tarifaire le 1er janvier de chaque année.

Un audit effectué par le Pôle d'Activité Commerciale en Afrique Australe pour le Secrétariat de la SADC a indiqué qu'à partir de février 2008, l'Île Maurice, le Mozambique, les pays de la SACU, la République Unie de la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe ont publié leurs suggestions de tarifs ou émis des

notices concernant la phase 2008 de dégression tarifaire.

Le Malawi envisagerait des réductions plus poussées durant l'année budgétaire 2008/09 tandis que Madagascar n'a adhéré au Protocole qu'en 2006 et est autorisé à prendre plus de temps pour se mettre à niveau.

En plus de l'élimination des tarifs, les États Membres ont également convenu de plusieurs autres mesures de facilitation commerciale telles que l'élimination de barrières non-tarifaires au commerce.

Le retrait des barrières non-tarifaires implique l'harmonisation des règles et procédures douanières, l'harmonisation des mesures sanitaires et phytosanitaires ainsi que l'adoption et la mise en application de règles communes d'origine.

Étant donné que tous les produits ne sont pas qualifiés pour la détaxe dans le cadre de la FTA, beaucoup de temps a été consacré dans la négociation des règles d'origine, qui ont éventuellement été approuvées comme étant spécifiques à un produit. r

Catégorisation de produit pour la dégression tarifaire de la SADC

Catégorie de Produit	Description
A	Produits dont les tarifs passeraient à 0% (ou figurant déjà à 0%) au début du processus de la phase dégressive, c-à-d, en 2000
B	Produits sujets à la dégression tarifaire à 0% en 2008 sur une période de huit ans
C	Produits sensibles, dégression sur une période de 12 ans en 2012
E	Exclus du commerce préférentiel.





L'UA, la BAD vont renforcer la capacité d'infrastructure des CERs

L'UNION AFRICAINE et la Banque Africaine de Développement (BAD) ont signé une subvention pour renforcer la capacité des Communautés Économiques Régionales dans le but de planifier, préparer et coordonner l'exécution des programmes et projets d'infrastructure régionale.

La subvention de US\$8,6 million pour le renforcement de capacité sur une période de trois ans est supposée assister les huit Communautés Économiques Régionales (CERs) en Afrique ainsi que la Commission de l'Union Africaine et l'Agence de Planification et de Coordination du NEPAD pour mettre en oeuvre les programmes d'infrastructure nécessaires à l'affermissement de l'intégration physique et économique du continent.

La subvention profitera à la SADC, à l'Union du Maghreb Arabe, aux États de la Communauté Sahel-Sahara, au Marché Commun pour l'Afrique de l'Est et Australe, à la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale, à la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest et à l'Autorité Intergouvernementale pour le Développement.

Spécifiquement, la subvention soutiendra l'exécution accélérée du Programme pour le Développement de l'Infrastructure en Afrique (PIDA) approuvé par les Chefs Africains d'État et de Gouvernement durant la 18^{ième} Session Ordinaire de l'UA tenue en Éthiopie en janvier 2012.

Elle apportera la capacité nécessaire aux CERs et aux organes continentaux pour leur permettre de soutenir les états membres de passer des projets PIDA à la préparation, bancabilité et financement.

Les projets PIDA comprennent la modernisation des réseaux portuaires, ferroviaires et routiers

à travers l'Afrique ainsi que l'interconnexion des réseaux de distribution d'électricité et la complétion de la connectivité de la Technologie de l'Information et de la Communication (TIC) sur le continent.

PIDA définit les projets prioritaires d'infrastructure transfrontalière régionale dans l'énergie, l'hydrologie, le transport et la TIC sensés interconnecter, intégrer et transformer l'Afrique à travers l'infrastructure moderne à un coût d'investissement de US\$68 milliard jusqu'à 2020.

Il fournit un cadre stratégique pour les intervenants africains afin de construire l'infrastructure nécessaire pour plus de réseaux d'infrastructure intégrée, revigorer le commerce, déclencher le développement et créer des emplois ainsi que de soutenir l'intégration régionale et les connections dans l'économie globale.

Une exécution réussie du PIDA intensifie donc la compétitivité de l'Afrique dans son territoire et dans l'économie globale, tout en agissant comme catalyseur pour sa transformation économique.

L'accord de subvention fut signé par le Président Adjoint de la Commission de l'UA, Erastus Mwencha et le Vice-Président de la BAD, Charles Boamah comme activité connexe de la 22^{ième} Session Ordinaire du Sommet des Chefs d'États et de Gouvernement de l'UA tenu en Éthiopie en janvier.

Le Plan Directeur pour l'Infrastructure Régionale de la SADC approuvé lors du Sommet en 2012 en accord avec le PIDA et constitue une contribution essentielle dans la Zone de Libre Échange Tripartite proposée composée de la SADC, du COMESA et de l'EAC.

Le plan directeur de la SADC guide la mise en place de réseaux

coordonnés, intégrés, efficaces d'infrastructure transfrontalière dans les six secteurs prioritaires de l'énergie, transport, tourisme, technologie d'information, météorologie et hydrologie.

La SADC et les autres institutions de développement ont également entériné un fond innovateur africain promu par la BAD et sensé faciliter une mobilisation de ressources à grande échelle et débloquent le financement privé international pour les projets d'infrastructure sur le continent.

Les chefs de la Commission de l'UA, les CERs et les institutions économiques et financières principales ont promis durant une réunion en Tunisie en juillet l'année dernière de travailler ensembles vers le succès du Fond Africa50, promu par la BAD dans le but de pallier au manque d'infrastructure sur le continent.

Le Fond Africa50 sera innovateur dans sa conception et structure, exploitant les ressources de financement d'infrastructure à partir des réserves de la banque centrale africaine, les fonds de retraite, les fonds de biens souverains, la diaspora africaine, et des individuels ayant une valeur nette élevée sur le continent.

Cela signifie que les CERs africaines pourront utiliser les ressources des institutions financières nationales et des individuels sur le continent et dans la Diaspora Africaine de manière à financer l'infrastructure transfrontalière sans s'inquiéter de problèmes de capitaux.

L'une des propositions en considération est l'introduction d'un Titre d'Emprunt d'Infrastructure Africaine auquel il sera demandé aux banques centrales nationales de contribuer un certain pourcentage des réserves.

Selon la BAD, les réserves collectives des banques centrales africaines sont estimées à environ US\$500 milliard, dont une portion est investie dans des instruments ultra-sécurisés mais à faible rendement. La référence des Projets de Loi Décennaux du Trésor des USA attirent actuellement environ 1,4 pourcent d'intérêt et le Fond Africa50 proposé visera à offrir un meilleur rendement. r

Le Swaziland prévoit de construire six barrages



Les barrages de sable conviennent surtout aux zones semi-arides

LE SWAZILAND vise à construire six barrages de sable cette année dans le cadre d'un projet de collecte des eaux pour les régions arides du pays.

Selon les médias locales, une étude de faisabilité sur les six barrages de sable a été finalisée, et la construction est supposée commencer en juin.

Un barrage de sable est un mur en béton renforcé haut de un à cinq mètres en travers d'une rivière de sable saisonnière.

Les barrages de sable sont une technologie de collecte des eaux de pluie simple, rentable et facile à entretenir. Ils fournissent un approvisionnement en eau propre, locale pour usage domestique et agricole et conviennent aux zones semi-arides. r

Que réserve 2014 pour l'Afrique australe ?

L'ANNÉE 2014 sera l'année du développement d'infrastructure et d'élections en Afrique australe ainsi que des efforts pour aborder les objectifs de longue date pour l'année cible 2015, y compris les objectifs de parité des sexes.

Au cours de cette année, la SADC finalisera la révision à mi-mandat de son plan de développement de 15 ans, et le Malawi cèdera la présidence de l'organisation de développement régional au Zimbabwe.

Le développement de l'infrastructure et de l'énergie demeurera un domaine d'intervention clé en 2014, puisqu'un réseau de transport efficace et rentable et des approvisionnements stables en énergie sont critiques pour une économie florissante aux niveaux national et régional.

La SADC a adopté un programme ambitieux de US\$64 milliards afin de développer l'infrastructure transfrontalière dans six domaines prioritaires, notamment: l'énergie, le transport, le tourisme, l'hydrologie, la technologie de communication de l'information et la météorologie.

L'exécution de ce programme a commencé en 2013 et s'accélérera en 2014 puisque la région prévoit de développer d'ici 2017, un total de 106 projets transfrontaliers durant la première phase.

Investissement et financement pour le programme d'infrastructure régionale seront recherchés en 2014 suite à une conférence sur l'investissement initial tenue l'année dernière au Mozambique alors qu'un nombre d'investisseurs potentiels ont exprimé leur intérêt à financer certains des projets.

Des conférences supplémentaires sur l'investissement sont prévues pour cette année en Asie, Europe et États Unis.

Le plan directeur sur l'infrastructure contient trois phases quinquennales pour son

exécution – court terme (2012-2017), moyen terme (2017-2022) et long terme (2022-2027).

La SADC continuera à renforcer le développement de l'énergie au niveau régional afin de pallier à la pénurie d'électricité qui a entravé la croissance et le développement économique depuis 2007, en raison d'une diminution de la capacité de production et de hausse de la demande.

Les états membres de la SADC, par le biais du Pool d'Énergie de l'Afrique Australe (SAPP), ont identifié les projets d'énergie prioritaire à exécuter dans le court terme avec pour objectif l'auto-suffisance énergétique d'ici 2018.

Le SAPP prévoit d'ajouter 4 670 megawatts de nouvelle électricité au réseau de distribution régional d'ici 2014, avec une nouvelle capacité de production provenant principalement de l'Afrique du Sud et de l'Angola.

En ce qui concerne le commerce, cette année la SADC est sensé signer un accord avec le COMESA et la CEA afin d'établir un marché de plus grande envergure couvrant 26 pays.

Selon le Groupe de Travail Tripartite COMESA-CEA-SADC, l'accord sera signé d'ici juin, permettant le lancement de la pseudo "Grande" Zone de Libre Échange (FTA), avec une population combinée de 600 million de personnes et un Produit Intérieur Brut d'environ US\$1 trillion.

La paix et la stabilité sont des ingrédients essentiels pour le succès de ces initiatives de développement, et ainsi les mécanismes pour le renforcement et le maintien de la paix seront fortifiés en 2014, en particulier en ce qui concerne Madagascar suite aux récentes élections présidentielles et parlementaires, ainsi que la RDC.

Avec l'aide des Nations Unies et des forces SADC de maintien de la paix, le gouvernement de la

RDC a confronté les rebelles dans la partie est du pays riche en minéraux à la frontière du Rwanda et de l'Ouganda. Un nouveau développement inquiétant est le conflit sévissant en République de Centre Afrique à la frontière nord de la RDC.

Le Centre SADC de Formation pour le Maintien Régional de la Paix continuera à affermir et étendre sa formation aux gardiens de la paix militaire, police et civil pour déploiement lorsque nécessaire par les états membres.

Cette année, les électeurs de cinq pays de la SADC iront au scrutin des élections nationales afin de choisir leur Président et les Membres du Parlement pour les cinq prochaines années, et dans certains cas également pour les assemblées provinciales.

L'Afrique du sud tiendra des élections en avril, le Malawi en mai, et le Botswana en septembre/octobre. Le Mozambique a fixé la date des élections pour le 15 octobre, et la Namibie tiendra ses élections vers la fin de l'année.

La République Unie de Tanzanie est sensée terminer

cette année le processus de rédaction d'une nouvelle constitution, en préparation aux élections de 2015, tandis que la Zambie est en cours de terminer une révision constitutionnelle avant les élections de 2016.

Ces constitutions et les diverses élections auront un impact sur les principaux objectifs régionaux pour augmenter le nombre de femmes en position de prise de décision au sein des États Membres de la SADC.

Le Protocole SADC sur la Problématique des Sexes et le Développement qui est entré en vigueur l'année dernière, contient des objectifs spécifiques à atteindre d'ici 2015, y compris une représentation 50:50 des femmes et des hommes dans les positions de prise de décision.

Selon le *SADC Gender Monitor* produit par l'Unité SADC sur la Problématique des Sexes par SARDC, à la mi-2013 seuls cinq États Membres de la SADC étaient proches de l'objectif de parité au parlement, ayant dépassé le seuil précédent de 30 pourcent fixé par les dirigeants régionaux.

Il s'agit Des Seychelles (48,8 pourcent), de l'Afrique du Sud (42,3 pourcent), du Mozambique (39,2 pourcent), de la Tanzanie (36 pourcent), de l'Angola (34,1 pourcent) et du Zimbabwe (31,5 pourcent). Plusieurs autres pays de la SADC figurent en dessous de la marque de 20 pourcent. sardc.net



Une bonne pluviométrie améliore les perspectives alimentaires de la SADC

LES EXPERTS en météorologie ont prévu des pluies normales à au dessus de la normale en Afrique australe pour le reste de la saison agricole 2013/14, augmentant les perspectives d'une autre bonne récolte pour cette année.

L'Actualité SADC Agromet pour la Saison Agricole 2013/14 publiée par le Centre de Services Climatologiques de la SADC (SADC CSC) a déclaré qu'entre février et avril, la plupart des États Membres attendent des pluies normales à supérieures à la normale.

Une pluviométrie supérieure de la normale est définie comme allant du tiers le plus humide de la moyenne enregistrée de quantité de pluie sur une période de 30 ans entre 1971 et 2000, alors qu'inférieur à la normale se situe dans le tiers le plus aride de quantité de pluie, et normal dans le tiers du milieu.

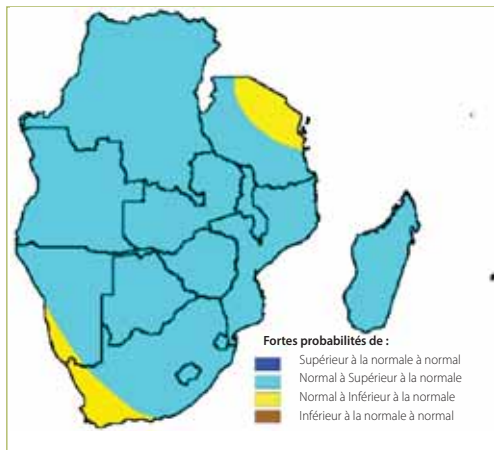
Les dernière prévisions signifient que la région de la SADC continuera à recevoir suffisamment de pluies pour que la majorité des récoltes atteignent la phase de maturité, mais avertissent également d'une menace d'inondation.

La probabilité renforcée de recevoir des pluies normales à au-dessus de la normale est prévue dans presque toutes les parties de la région excepté le nord-est de la République Unie de la Tanzanie et les bordures occidentales de la Namibie et de l'Afrique du Sud.

L'actualisation a cependant indiqué que le début de la saison des pluies a été tardif dans la

plus grande partie de la région, ce qui a affecté la plantation des cultures.

Les pluies nécessaires aux semences ont seulement été recues en mi-décembre dans le centre et le sud du Malawi, l'est de la Zambie, les parties



centrales du Mozambique et le nord du Zimbabwe.

Le sud du Mozambique, les zones au sud du Zimbabwe et le centre de la Tanzanie ont reçu des pluies en fin décembre.

L'implication de ces pluies tardives est qu'il existe une forte possibilité que les cultures n'atteignent pas la maturité ou qu'elles ne soient abondante que dans certaines zones, à moins que les pluies durent légèrement plus longtemps que d'habitude et soient consistantes pendant le reste de la saison.

L'actualité pluviométrique remarque que dans certaines zones telles que le sud du Malawi, il est prévu que les cultures atteignent la maturité en raison de la brève saison des variétés de culture de maïs exploitées dans cette partie.

La courte saison des pluies *vulior* en Tanzanie continue

d'être médiocre à travers la mi-janvier, où les rapports indiquent le flétrissement des semences plantées tardivement dans certaines zones.

Il est reporté que les pluies en décembre et début janvier étaient généralement favorables dans les parties centrales et occidentales de la région qui avaient affronté des conditions de sécheresse à long terme pendant les deux dernières saisons.

La moitié nord du Botswana, le nord de la Namibie, le sud-est de l'Angola, l'ouest de la Zambie et du Zimbabwe ont reçu des pluies supérieures à la normale pour la période du 1er décembre au 20 janvier 2014.

Les pluies ont aidé à revigorer les pâturages et améliorer les approvisionnements en eau, d'où une progression des conditions du cheptel.

Une épidémie généralisée de vers a été signalée dans plusieurs districts de la région sud du Malawi et des zones localisées à l'est de la Zambie.

Des dégâts des récoltes allant de moyens à sévères ont été rapportés, et certaines zones nécessitent un repiquage.

Cependant, suite à des mesures de contrôle par les exploitants agricoles et les Ministères de l'Agriculture, la situation est sous contrôle et les impacts ont probablement été minimisés.

Les incidences de pluies supérieures à la normale observées dans la majorité de la région ont soulevé la probabilité de maturité des semences plantées tardivement, en

particulier si les fortes pluies sont associées à une plus longue saison s'étendant bien en avril.

Le SADC CSC, en conjonction avec d'autres partenaires continuera à superviser étroitement le statut de l'évolution de El-Niño et des bulletins seront régulièrement produits. r



Sorgho cultivé en Namibie

La Namibie va diriger le recensement agricole

LA NAMIBIE est sensée mener un recensement agricole cette année - 20 ans après celui de 1994.

L'information émergeant du recensement produira des données agricoles compréhensives et impartiales qui fourniront une image intégrée de la structure agricole du pays, ce qui est essentiel pour la formulation de politiques agricoles.

Le dernier recensement a révélé que parmi les cultures temporaires plantées sur les terres arables du pays, le millet avait la plus grande superficie totale de 194 990 ha, suivi du sorgho avec 30 526 ha, et 175 ha de superficie totale la plus restreinte pour le blé. r

AU COURS de ces dernières années la SADC s'est embarquée dans un programme dans le but de commander de nouveaux projets ou revaloriser des projets existants pour améliorer ses besoins en électricité.

L'objectif est de produire plus d'électricité afin que la région atteigne le surplus collectif désiré de 10 percent de capacité de production d'énergie d'ici 2018.

Cependant, la seule construction de nouveaux projets d'énergie est insuffisante pour garantir que l'approvisionnement de la région en énergie concorde avec la demande de l'industrie, de l'activité commerciale, des institutions publiques et des foyers d'ici la date butoir. La difficulté pour la région est qu'elle poursuit une cible mobile, avec la demande en hausse de 2 200 et 2 500 megawatts par an.

Cela exige plus d'efforts concertés pour attirer des investissements dans le secteur et la migration vers des tarifs réels est une des actions requises.

Un équilibre délicat est essentiel, cependant, pour garantir que tous nouveaux tarifs viables introduits n'excluent pas les communautés vulnérables de la région. Dans cette édition, *L'Afrique Australe Aujourd'hui* se concentre sur les développements au sein de la région en ce qui concerne les tarifs et les efforts pour atteindre l'auto-suffisance énergétique.



Tarifs d'électricité en hausse – une menace aux objectifs d'inflation

LA HAUSSE des tarifs d'électricité dans la SADC va probablement avoir des effets de longue portée sur le programme d'intégration régionale de l'Afrique australe.

Le coût d'électricité a augmenté durant ces derniers mois ou est sensé augmenter cette année dans plusieurs États Membres où les services publics ont postulé pour des autorisations régulatrices d'augmentation des tarifs.

Ces pays sont notamment: le Botswana, la Namibie, l'Afrique du Sud, la République Unie de la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe.

Eskom – Afrique du Sud a annoncé qu'il augmenterait les tarifs d'électricité en avril si sa requête est approuvée par le Régulateur National l'Électricité d'Afrique du Sud (Nersa). Le

régulateur était sensé publier une annonce en février.

Le Comité de Régulation de l'Énergie (ERB) a annoncé en décembre 2013 qu'il a approuvé une augmentation de 26 pourcent des tarifs d'électricité suite à une demande de la Compagnie d'Approvisionnement en Électricité de la Zambie (ZESCO).

Le directeur général d'ERB, Langiwe Lungu a indiqué que les augmentations moyennes pour 2014 et 2016 ont déjà été fixées à 31 et 34 pourcent, respectivement.

Une augmentation de 40 pourcent des tarifs d'électricité est entrée en vigueur le 1er janvier en Tanzanie, avec le coût pour les consommateurs domestiques ajusté à la hausse de 39 à 67 pourcent et de 37 à 55 pourcent pour les usagers commerciaux à grande échelle.

L'Autorité Régulatrice des Services des Eaux et de l'Énergie (EWURA) a attribué la hausse aux problèmes de viabilité de la Compagnie d'Approvisionnement Électrique de la Tanzanie (Tanesco).

"L'ajustement proposé de tarif permettra à Tanesco de combler ses coûts opérationnelles et son programme d'investissement capital, de démontrer sa banquabilité aux bailleurs de fonds et d'augmenter la capacité nécessaire pour satisfaire de la demande maximale," explique Félix Ngalamgosi, directeur de l'économie régulatrice à EWURA.

La Compagnie de Distribution et Transmission d'Électricité du Zimbabwe (ZETDC) a similairement postulé auprès de l'Autorité Régulatrice d'Énergie du Zimbabwe afin de réviser ses tarifs pour cette année d'encourager les revenus et améliorer les efficacités opérationnelles.

D'autres services publics régionaux d'énergie ont également augmenté leurs tarifs durant les neuf derniers mois.

La Corporation d'Énergie du Botswana et le Comité de Contrôle d'Électricité de la Namibie ont augmenté leurs tarifs de 13 et 10 pourcent en juin et juillet de l'année dernière respectivement.

La question de tarifs réels d'électricité en Afrique australe a créé quelques débats intéressants à chaque fois que les services publics annoncent leurs intentions d'augmenter leurs tarifs.

Les consommateurs soutiennent qu'une augmentation des tarifs d'électricité affectera le coût de production et, par extension, le coût de la vie puisque les entreprises transmettent les coûts élevés.

D'autre part, les services publics de distribution soutiennent que d'augmenter les tarifs d'électricité attirera les investisseurs dans le secteur de l'énergie.

En terme d'impact de la hausse des frais d'électricité sur la SADC, le plus gros impact proviendra de la centrale électrique économique régionale de l'Afrique du Sud, qui agit comme centre de production pour la région.

Historiquement, l'Afrique du sud a profité de faibles tarifs du fait d'un accord avec le Mozambique qui permettait à Pretoria de puiser de l'énergie bon marché à partir du barrage de Cahora Bassa.

Les faibles tarifs d'électricité de l'Afrique du sud ont avantagé le secteur de production du pays qui a pu produire des produits à moindre coût qu'il a écoulé dans le reste de la région.

La hausse des coûts d'électricité en Afrique du sud affectera donc, considérablement les économies de plusieurs États Membres de la SADC qui importent à partir du pays.

Ceci augmentera, entre autre, la pression pour la hausse des prix de produits et services dans la plupart des pays, en particulier les membres de l'Union des Douanes de l'Afrique Australe (SACU) dont les économies sont indirectement liées à l'Afrique du Sud.

La SACU fonctionne comme une union des douanes pour l'Afrique du sud, le Botswana, le Lesotho, la Namibie et le Swaziland dans le cadre d'un accord renouvelable, et est actuellement gouvernée par un accord négocié en 2002.

La hausse de l'inflation va dérailler le programme de la SADC sur la convergence macro-économique dans le cadre duquel les États Membres ont convenu que pour atteindre et maintenir la stabilité macro-économique, ils doivent converger vers des politiques économiques orientées sur la stabilité mises en place à travers une structure et un cadre institutionnel ferme.

De telles politiques incluent, mais ne sont pas limitées à confiner l'inflation à des niveaux bas et stables; à maintenir une position fiscale prudente basée sur la prévention de déficits fiscaux de grande envergure; la prévention de larges déséquilibres financiers dans l'économie; et de minimiser les distorsions de marché.

Parmi d'autres objectifs, les pays de la SADC ont convenu d'avoir le taux d'inflation restreint à approximativement trois pourcent d'ici 2018.

Cet accomplissement est, cependant, peu probable à moins que les pressions inflationnaires de secteurs clés tels que l'énergie soient contrôlées.

La hausse des coûts en électricité déraillera également les progrès accomplis dans le domaine de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté en Afrique australe.

Les frais d'électricité élevés sont sensés avoir un impact négatif sur l'agriculture et l'exploitation minière, qui sont les plus grands usagers d'énergie. r





ENERGIE AUSTRALE

régionale



Le Mozambique va construire une centrale à gaz

CETTE ANNÉE, le Mozambique commencera la construction d'une nouvelle centrale à gaz sensée ajouter 100 megawatts au réseau régional d'électricité.

Au cours des prochaines années, suite à la découverte d'une grande quantité de gaz naturel dans le pays, la production de gaz est prête à devenir une priorité majeure au Mozambique.

Le volume de gaz découvert au Mozambique est reportée comme étant suffisant pour approvisionner une année entière de consommation

de gaz par les Etats Unis – un des plus grands consommateurs de gaz au monde. Les USA consomment environ 30 trillion de mètre cube par an.

La centrale à gaz du Mozambique qui sera construite à Maputo sera terminée en 2018. Une fois opérationnelle, elle est supposée aborder les pénuries d'énergie dans le pays.

Le Mozambique a besoin d'environ 700MW d'électricité par an. Cependant, en raison d'autres difficultés, le pays produit près de 600MW pour sa consommation locale et importe également.

Selon le Pool d'Énergie de l'Afrique Australe (SAPP), qui coordonne la planification, la génération, la transmission et la commercialisation de l'électricité au nom des services publics des États Membres dans la région SADC, les besoins en énergie du Mozambique sont en hausse et le pays aura besoin de plus de 750MW par an pour son développement socio-économique d'ici 2018.

Le financement pour la centrale à gaz proviendra conjointement du Mozambique et du Japon.

Le gouvernement japonais a déjà promis US\$167 million pour les services d'ingénierie, ainsi que pour l'acquisition d'équipement, les travaux de construction et la formation professionnelle.

La centrale à gaz sera une centrale d'énergie à cycle combiné. Les centrales combinées sont plus efficaces que les centrales conventionnelles utilisant deux moteurs de chauffage en tandem pour convertir une fraction élevée de la chaleur produite par le carburant en électricité.

Les centrales d'énergie fonctionnant au gaz produisent également moins de dioxyde de carbone, ayant un faible impact sur les émissions de gaz qui causent le changement climatique et ravage l'environnement.

Le projet survient à une période où le gaz est en cours de devenir l'avenir de la matrice énergétique de la région, alors que la communauté globale progresse vers des sources d'énergie plus saines.

Par le biais du SAPP, la SADC prévoit de construire 16 centrales d'énergie fonctionnant au gaz d'ici 2018 à travers la région avec une capacité combinée de plus de 4 000MW d'électricité au réseau régional. r

L'expansion de la Centrale d'énergie de Kariba est en court

L'EXPANSION DE la centrale d'énergie de Kariba longuement attendue au Zimbabwe est désormais en court après la garantie du financement nécessaire.

"Nous avons sécurisé les fonds et le projet devrait prendre au moins trois ans," explique Fullard Gwasira, porte-parole du service public d'électricité du Zimbabwe.

"Si tout va selon le calendrier, la première unité devrait être commandée en 2017," dit-il.

L'expansion de la centrale d'énergie de Kariba augmentera la capacité de production à 1 050 megawatts (MW) des 750 MW en cours.

Le projet est estimé à US\$500 millions, et verra l'installation d'une

extension de deux centrales de production de 150MW chacune.

Actuellement, la centrale d'énergie compte un total de six centrales de production électrique dont chacune produit 125MW d'électricité.

Le Zimbabwe a sécurisé un prêt de US\$319 million de la Banque d'Export et Import de Chine qui finance le projet d'énergie.

Le prêt a deux pourcent de taux d'intérêt, cinq ans de délai de grâce et 20 ans de mandat. Le Zimbabwe est sensé contribuer \$35 million pour que le coût total du projet atteigne US\$354 million.

Le Ministre des Finances, Patrick Chinamasa a salué l'accord en déclarant qu'il aiderait le Zimbabwe à combler ses besoins en énergie.

"Cela nous aidera beaucoup à réduire les coupures d'électricité qui caractérisent notre production d'énergie. Pour nous, le déficit d'énergie a entravé la croissance de notre économie," dit-il.

Le Zimbabwe a une demande quotidienne maximale d'électricité de 2 200MW contre un approvisionnement de 1 200MW. r

La Namibie et la Zambie signent un accord de partage d'énergie

LA NAMIBIE et la Zambie ont signé un accord pour le partage d'énergie qui verra cette dernière exporter son surplus d'énergie en Namibie.

Le service public pour l'électricité des namibiens, NamPower a l'intention d'importer de l'électricité supplémentaire de la Zambie afin de combattre les pénuries d'électricité dans le pays.

L'accord de partage d'énergie implique l'export de 100 megawatts (MW) d'électricité à partir de la Zambie. La Namibie a actuellement reçu 50MW d'électricité quotidien de la part de la Corporation d'Approvisionnement en Électricité de la Zambie (ZESCO) et NamPower est en cours de négocier avec

ZESCO pour augmenter les approvisionnements de 100MW supplémentaires.

"Nous avons demandé un supplément quotidien de 100MW d'électricité et avec l'expansion récente des centrales électriques en Zambie, Zesco pourra nous vendre plus d'électricité," annonça le patron du service public de la Namibie, Paulinus Shilamba.

La Namibie a la capacité de produire environ 45 pourcent de son électricité. Le reste est importé des pays voisins: le Botswana, l'Afrique du Sud, le Zimbabwe et la Zambie.

L'accord de partage d'énergie entre la Zambie et la Namibie renforce la coopération régionale en énergie. r

AFRIQUE DU SUD, Quatrième élections depuis la fin de l'apartheid



TLA COMMISSION Électorale Indépendante de l'Afrique du Sud (IEC) a fixé le 9 février comme dernier délai pour l'enregistrement des électeurs aux élections nationales et provinciales du 7 mai.

Selon la IEC, plus de 24 millions d'électeurs éligibles étaient inscrits en novembre 2013 sur une population totale de 52 million dans le recensement de 2011.

L'Afrique du Sud utilise un système de Représentation Proportionnelle dans laquelle l'électorat vote pour un parti politique, et non pas des individuels. Le parti obtient une portion des sièges au Parlement en proportion directe du nombre de votes remportés aux élections.

Chaque parti politique enregistré soumet une liste de candidats à l'IEC avant les élections, et l'IEC détermine le nombre de sièges pour chaque parti sur la base des résultats électoraux.

Le Président est élu par la nouvelle Assemblée Nationale parmi ses membres, généralement le chef du parti majoritaire. Le candidat démissionne du parlement dès les élections.

L'Afrique du Sud figure en seconde position dans la région SADC pour la représentation des femmes à 42,3 pourcent, les femmes occupant 169 des 400 sièges de l'Assemblée Nationale après les dernières élections d'avril 2009, selon le *Rapport 2013 sur la Problématique des Sexes*.

Le Congrès National Africain (ANC) a remporté toutes les élections nationales depuis que les élections démocratiques furent introduites en 1994, ancrant sa campagne électorale sur l'emploi et le développement économique.

L'ANC dirigé par le Président en exercice, Jacob Zuma contestera les élections contre plusieurs autres parties, y compris l'opposition principale: Alliance Démocratique, Agang Afrique du Sud, et les Combattants pour la Liberté Économique. Les parties d'opposition promettent de meilleurs prestations de service et la bonne gouvernance, avec l'EFF se concentrant sur une distribution équitable des terres et des ressources.

Élections tripartites au MALAWI



Le Malawi mènera le même jour des élections présidentielles, parlementaires et de gouvernement local, pour la première fois depuis l'indépendance en 1963.

Plus de 7,5 million personnes se sont inscrites pour voter dans les élections tripartites prévues pour le 20 mai, selon la Commission Électorale du Malawi (MEC).

Près de 6 millions d'électeurs se sont enregistrés pour les élections précédentes en 2009 sur une population de 13 million (recensement 2008), désormais estimées à environ 15 millions.

Le Malawi utilise le système uninominal de circonscription électorale, dans lequel le candidat ayant le plus de votes est déclaré vainqueur de chaque circonscription.

Les candidates ont remporté 50 des 193 sièges du Parlement (26 pourcent) aux élections de 2009 qui étaient contestées par 150 candidates.

La Présidente en exercice Joyce Banda contestera ses premières élections présidentielles après avoir succédé à feu Binguwa Mutharika, décédé en 2012. Ses documents de nomination furent présentés à la Commission Électorale du Malawi à la mi-février, parmi une douzaine d'autres, et la MEC statuera sur les candidats éligibles.

2014

Période électorale dans la SADC des scrutins

par Kizito Sikuka

CETTE ANNÉE cinq États Membres de la SADC tiendront des élections: le Botswana en octobre, le Mozambique 15 octobre, et la Namibie. Les Missions SADC d'Observation Électorale (SEOM) seront envoyées pour observer les élections nationales, provinciales et locales. Les lois électorales, ainsi que par le Traité SADC, le Protocole SADC sur les élections et les Principes et Directives Gouvernant les Élections Démocratiques.

Elle est supposée contester contre plusieurs leaders de l'opposition, y compris le frère de l'ancien président, Peter Mutharika, du Parti Progressif Démocratique (DPP).

Banda est un ancien membre du DPP, elle a cependant formé son propre parti, le Parti du Peuple, après avoir refusé de soutenir Mutharika comme successeur du président défunt.

Le chômage, la prestation de service et l'éradication de la pauvreté sont les points principaux qui dominent les campagnes électorales au Malawi.

BOTSWANA, Élections en octobre



La Commission Électorale Indépendante (IEC) a indiqué que pour la norme les élections parlementaires auront sûrement lieu au Botswana en octobre et a encouragé les citoyens à s'inscrire pour voter. Les élections précédentes furent tenues le 16 octobre 2009.

L'enregistrement des électeurs a eu lieu l'année dernière, avec des inscriptions supplémentaires en mars et juin de cette année.

L'année dernière, l'IEC a annoncé qu'un peu plus d'1 million de Botswana étaient éligibles pour voter. La population totale dépassait juste les 2 millions en 2011 à l'époque du dernier recensement.

Le Botswana utilise un système de circonscription électorale uninominale pour les élections de Membres du Parlement, et le Parlement nouvellement élu est présenté au Président élu.

Il y a 57 circonscriptions à membre unique, et quatre sièges spéciaux nommés par le parti majoritaire au Parlement, tandis que le Président et l'Avocat-Général sont des membres ex-officio.

Le nombre total de siège est 63 desquels seuls cinq étaient obtenus par des femmes pour un pourcentage de 7,9 après les élections de 2009, relevant à 9,5 pourcent avec la nomination d'une femme pour remplir une vacance au parlement en 2011, mais laissant toujours le Botswana au bas du classement SADC.



... puisque cinq pays organisent

s élections – l'Afrique du Sud le 7 mai, le Malawi le 20 mai, le e probablement en novembre. La SADC est supposée déployer ode pré-électorale, le jour des élections et les phases post-élec- seront guidées par les clauses des constitutions nationales et ADC sur la Politique, la Défense et la Coopération en Sécurité, atiques.

Ces élections auront probablement beaucoup de nouveaux candidats, y compris une large proportion de femmes. Avec pour objectif régional de 50 pourcent de représentation féminine d'ici 2015, le gouvernement et les partis politiques encouragent la nomination de candidates. Les femmes constituent 55 pourcent de l'électorat au Botswana.

Le Parti Démocratique du Botswana au pouvoir (BDP) mené par Président Seretse Khama Ian Khama a promis d'élargir et diversifier l'économie par le biais du développement agricole et de la production.

Le BDP, contestera les 11^{ème} élections générales contre le Parti du Congrès du Botswana, qui avait formé une coalition avec le Mouvement de l'Alliance du Botswana lors des élections précédentes.

MOZAMBIQUE, élections du 15 octobre, inscription tardive



La date des élections générales du Mozambique fut annoncée bien à l'avance afin d'accorder à la commission électorale et aux partis politiques assez de temps de préparation.

Cependant, le Mouvement de Résistance du Mozambique (Renamo) a demandé un délai concernant le début du processus d'inscription des électeurs prévu le 30 janvier. La procédure d'inscription a commencé le 14 février pour être terminée au 29 avril, malgré une deuxième requête du Renamo pour un autre délai.

La Commission des Élections Nationales et son organe exécutif, le Secrétariat Technique de l'Administration Électorale (STAE), sera développée pour inclure la représentation de partis politiques, une autre requête du Renamo. Il reste encore à l'Assemblée Nationale qui reprendra le 19 février d'approuver la législation habilitante.

Les discussions font suite à plusieurs mois d'instabilité dans la zone centre du pays causée par des attaques armées sur les postes et les véhicules de police, avec pour conséquence la mort de civils et la destruction de propriété.

Depuis les élections de 2009, Renamo est fort de 51 membres à l'Assemblée Nationale de 250 sièges, contre 191 pour le Front de Libération du Mozambique (Frelimo), mais est confronté à un obstacle provenant d'un nouveau parti politique, le Mouvement Démocratique du Mozambique (MDM), qui à ce jour occupe seulement 8 sièges.

Le MDM a déclaré son intention de gagner la majorité au prochain parlement, après une bonne performance aux élections municipales tenues en novembre 2013. Renamo a boycotté les élections municipales, mais a déclaré avoir inversé sa décision de boycotter le scrutin national.

Le MDM, dirigé par le maire de Beira Daviz Simango, s'est séparé du Renamo en 2009. Simango a gagné 8,6 pourcent des votes aux élections présidentielle de 2009, comparé à 16,4 pourcent pour le chef de Renamo, Afonso Dhlakama, et 75 pourcent pour le Président en exercice, Armando Guebuza, se présentant pour son dernier mandat.

Le Frelimo n'a pas encore annoncé son candidat présidentiel car un processus est en cours pour choisir parmi une sélection de trois candidats éligibles. Guebuza demeure président du parti.

Le Mozambique utilise la représentation proportionnelle par province, et est parmi les trois premiers pays de la région avec un nombre important de femmes au Parlement, à 98 (39,2 pourcent). Près de 10 millions de votants s'étaient enregistré en 2009, avec une population se montant à 25,2 million au recensement de 2012.

Avec plus de 80 pourcent de la population impliquée dans l'agriculture, un faible taux d'alphabétisation et des niveaux élevés de pauvreté, il existe de nombreux obstacles pour ce pays riche en minerais le long de la côte de l'Océan Indien. C'est un important pays de transit, qui s'active désormais à renforcer l'accès vers ses ports pour les pays voisins.

NAMIBIE, dans l'attente de son troisième président depuis l'Indépendance



L'enregistrement des électeurs a commencé pour les élections nationales en Namibie qui auront probablement lieu en novembre puisque les élections précédentes étaient il y a cinq ans, le 27-28 novembre 2009.

Les élections procureront au pays son troisième président depuis l'indépendance en 1990 alors que selon la constitution le Président en exercice Hifikepunye Pohamba a servi son second et dernier mandat.

Neuf partis politiques occupent des sièges à l'Assemblée Nationale, y compris l'Organisation du Peuple de l'Afrique du Sud-Ouest (SWAPO) qui a 54 sièges et le Rallye pour la Démocratie et le Progrès (RDP) avec 8 sièges, tandis que les sept autres partis ont juste un ou deux sièges chacun.

Le Premier Ministre Hage Geingob, qui est vice-président de la Swapo, est supposé être le candidat du parti au pouvoir qui a gagné toutes les élections depuis l'Indépendance en 1990.

La Commission Électorale de la Namibia (ECN) a prévu la période du 15 janvier - 2 mars 2014 pour l'enregistrement des électeurs avec près de 1 million de votants supposés s'inscrire, d'une population nationale se montant à 2,1 million dans le recensement de 2011.

Le chômage et la prestation de service demeurent un obstacle pour le pays vaste et aride.

La Namibie utilise le système uninominal pour les présidentielles et la proportionnelle pour les élections législatives.

L'Assemblée Nationale a 72 membres élus par liste de parti et six de plus nommé par le Président pour un total de 78 MPs.

La proportion des femmes au Parlement en Namibie était de 31 pourcent après les élections de 2004, tombant à 24,4 pourcent en 2009 avec seulement 19 femmes MPs, classant la Namibie septième dans la région SADC, avec pour cible un quota de représentation de 50:50 d'ici 2015.

Lors de son 5^{ème} congrès tenu en 2012, la Swapo s'est engagée à un atteindre le quota de 50:50 représentation des hommes et des femmes dans toutes les structures de parti, mais il y a eu quelque désaccord au sein du parti sur la méthode d'exécution et comment choisir les candidats pour les élections nationales. r



Aperçu d'une Afrique future prospère, sûre d'elle

AVANCÉE, DÉVELOPPÉE, habilitée, inspirée, indépendante et unie sont quelques-unes des principales qualités que l'Afrique possèdera dans un avenir proche, selon une lettre futuriste rédigée par la présidente de la Commission de l'Union Africaine (UA), Dr Nkosazana Dlamini-Zuma et lue aux dirigeants africains lors de leur récent sommet en Éthiopie.

Dans la lettre, Dlamini-Zuma présente une imagerie remarquable d'accomplissements qui pourraient être enregistrés en Afrique d'ici l'an 2063 lorsque le continent célébrera le centenaire de l'Organisation de l'Unité Africaine, aujourd'hui Union Africaine.

D'ici 2063, l'Afrique a formé la Confédération des États Africains (CAS) et une Communauté Économique Africaine prospère.

“L'Afrique a besoin de se transformer d'exportatrice de matériaux bruts avec en 2013 un secteur de production en déclin, pour devenir un important exportateur en alimentation, un centre globale de production, un centre de connaissance, bénéficiant de nos ressources naturelles et de nos produits agricoles en tant que meneurs de l'industrialisation,” prédit-elle.

“Des compagnies Pan-Africaines, opérant dans des domaines allant de l'exploitation

minière aux finances, l'alimentation et les boissons, l'hospitalité et le tourisme, la pharmacie, la mode, la pêche et la TIC, mènent l'intégration et sont parmi les leaders globaux dans leurs secteurs. Nous sommes aujourd'hui la troisième plus grande économie mondiale.”

Plus significativement, elle affirma que le commerce intra-Afrique peut atteindre 50 pourcent d'ici 2045, alors qu'il figurait à moins de 12 pourcent en 2013.

Dlamini-Zuma expliqua que ceci devrait être accompli grâce à l'exécution du Programme 2063, développé dans le but de galvaniser et unir tous les africains autour de la vision commune d'une Afrique paisible, intégrée et prospère.

“De planifier cinquante ans en avance, nous a permis de rêver, de penser créativement et parfois de manière extravagante comme l'un des Ministres qui avait organisé la retraite ministérielle de 2014 l'avait exprimé, de nous voir bondir au delà des obstacles immédiats.”

Cet énorme développement pour l'Afrique pourrait être possible grâce à diverses mesures innovatives, y compris une robuste infrastructure et le développement agricole, l'industrialisation et la promotion d'une intégration économique

plus approfondie entre les huit communautés économiques régionales du continent.

L'avenir devrait connaître la sécurité en Afrique et exploiter les vastes ressources naturelles qui sont en abondance à travers le continent, expliqua-t-elle.

Les petits propriétaires, qui constituent la majorité des exploitants agricole, en majorité les femmes, auront un accès illimité aux marchés, aux ressources financières et aux apports tels que les semences et les engrais.

“Les agronomes ont consulté les femmes sur la qualité de divers grains – lesquels survivent une faible pluviométrie et lesquelles poussent bien par temps pluvieux; quelles vermines menacent les récoltes et comment les éliminer sans détruire les systèmes écologiques fragiles,” poursuit son scénario du futur.

“Grâce à l'application intelligente des connaissances indigènes vieilles de plusieurs siècles, acquises et préservées par les africaines qui s'occupent des cultures en toutes saisons, des récoltes abondantes ont été enregistrées au cours des cinq premières années.”

En ce qui concerne le développement de l'énergie, Dlamini-Zuma affirme que l'Afrique peut fournir une énergie propre et adéquate à ses citoyens.

“Nous éclairons l'Afrique, l'ancien continent noir, en usant de l'hydro-énergie, de l'énergie solaire, éolienne, géo-thermique, en plus de combustibles fossiles.”

Les pays africains seront interconnectés, permettant aux produits, services et personnes de circuler librement à travers le continent, prédit Dlamini-Zuma.

“Les réseaux continentaux ferroviaires et routiers qui désormais quadrillent l'Afrique, en plus de nos vibrantes compagnies aériennes, nos paysages spectaculaires et nos séduisants couchers de soleil, les vibrations culturelles de nos villes, font du tourisme un des secteurs économiques le plus large.”

Dlamini-Zuma ajoute que d'ici 2066, l'Afrique aura obtenu un siège permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU pour devenir “une force majeure de la stabilité globale, la paix, les droits de l'homme, les progrès, la tolérance et la justice,” et, s'étant débarrassé des langues coloniales elle aurait un seul langage commun – le Kiswahili.

L'investissement dans la jeunesse joue un rôle critique dans son scénario avec les jeunes prenant un vif intérêt en formant des clubs de l'Union Africaine dans les écoles et les universités à travers le continent. r

Temps forts du 22ième Sommet de l'Union Africaine tenu en janvier 2014 en Éthiopie

- **Le Panel évaluera les Forces de Réserve Africaines**

LES DIRIGEANTS Africains ont accueilli l'instauration d'un panel d'experts indépendants présidé par Professeur Ibrahim Gambari du Nigéria afin d'évaluer le statut d'opérationnalisation des Forces de Réserves Africaines et sa Capacité de Déploiement Rapide. L'intention est que l'ASF soit une force militaire africaine continentale, avec des composants civil et policier, sous la direction de l'Union Africaine, à déployer dans tout état membre en période d'instabilité. L'ASF n'était pas prête comme prévue en 2010, et une nouvelle date butoire pour 2015 a été fixée, avec le Sommet demandant un rapport compréhensif pour son prochain sommet en juin-juillet de cette année.



- **Position commune sur le programme 2015**

L'AFRIQUE A adopté une position commune sur le programme de développement post-2015 afin d'assurer que les intérêts africains soient inclus dans la finalisation du nouveau programme de développement global prévu pour l'année prochaine, en misant sur le momentum généré par Les Objectifs de Développement du Millénaire (ODMs), dont 2015 est l'année d'échéance.

- **Zimbabwe élu Président Adjoint de l'UA**

LE ZIMBABWE a été élu président adjoint de l'Union Africaine et dirigera l'organe continental l'année prochaine. La République Démocratique du Congo a été élue second adjoint, avec la responsabilité de rapporteur. Le Bureau de cinq membres de l'Assemblée des Chefs d'États et de Gouvernement est l'organe suprême de l'UA, chargé de diriger son programme. r



Progrès lent mais régulier vers l'intégration africaine

par Kizito Sikuka

SELON UN récent rapport sur le Statut de l'intégration en Afrique par l'Union Africaine, les progrès de l'Afrique vers l'achèvement de sa vision de longue date, à savoir de parvenir à un continent intégré sont lents mais réguliers.

Le rapport sur le Statut de l'Intégration en Afrique (SIA) indique que la vision d'un continent amalgamé devient lentement une réalité, quoiqu'avec difficulté, et que les Communautés Économiques Régionales (CERs) ont fait des progrès importants dans l'application du Traité d'Abuja – Structure juridique qui décrit le programme d'intégration africaine.

Cependant, il existe plusieurs obstacles malgré le fait que les "CERs progressent vers l'application du Traité d'Abuja à des rythmes différents."

L'UA reconnaît huit CERs au total, y compris la SADC.

Du fait du lancement de son Marché Commun en 2010, la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) est la CER la plus avancée.

Le Marché Commun pour l'Afrique de l'Est et Australe (COMESA) a inauguré son Union des Douanes en juin 2009 alors que la SADC et la Communauté Économique des États Ouest Africains a fait des progrès dans l'instauration de

Zones de Libre Échange (FTAs) et oeuvrent vers l'instauration d'Unions des Douanes.

Le rapport a cité l'arrangement tripartite COMESA-EAC-SADC comme modèle de "meilleure pratique que les autres RECs sont encouragées d'émuler de manière à accélérer l'harmonisation de leurs programmes et activités."

Le partenariat COMESA-EAC-SADC a débuté en 2005 lorsque les leaders des trois CERs

ont convenu d'harmoniser les programmes dans les domaines de développement du commerce et de l'infrastructure.

Depuis lors, des progrès importants ont été enregistrés vers la promotion de libre circulation de produits et services à travers les 26 pays de l'Afrique de l'est et australe.

Un exemple est le premier poste frontière inclusif en Afrique, à Chirundu entre la Zambie et le Zimbabwe, lancé en 2009 par le COMESA-EAC-SADC.

Dans le cadre de l'accord de poste frontière inclusif, le passage des voyageurs dans un autre pays est enregistré une seule fois contrairement à la situation actuelle où les voyageurs doivent être enregistrés des deux côtés de la frontière.

Ce développement a efficacement pallié aux problèmes de retard, promu un flot régulier de produits grâce à l'élimination de procédures opérationnelles aux frontières souvent perçues comme "restrictives".

Dans le cadre de l'initiative du Corridor Nord-Sud, les trois CERs ont mobilisé plus de US\$1,2 milliard pour l'exécution des projets d'infrastructure transfrontaliers.

Les programmes prévus incluent la construction de plus de 8 000 km de route, la réhabilitation de 600 kms de voie ferrée et la revalorisation du port de Dar es Salaam en Tanzanie – un des ports le plus grand et le plus actif d'Afrique.

Les trois CERs se sont également associées dans divers autres programmes y compris le changement climatique.

Une relation horizontale similaire parmi les autres CERs aiderait l'Afrique à achever sa vision de longue date d'un continent intégré.

Étapes importantes du Traité d'Abuja

La Communauté Économique Africaine fut fondée par le biais du Traité d'Abuja signé en 1991 et entré en vigueur en 1994, pour être créée en six étapes:

- Phase 1 Créer des Communautés Économiques Régionales (CERs) dans toutes les régions d'Afrique *achevé en 1999*
- Phase 2 Affermir l'intégration intra-CER et l'harmonisation inter-CER *achevé en 2007*
- Phase 3 Établir une zone de libre échange et une union des douanes dans chaque bloc régional *à achever en 2017*
- Phase 4 Coordonner et harmoniser le système tarifaire et non-tarifaire parmi les CERs afin d'établir une zone de libre échange et une union continentale des douanes *à achever en 2019*
- Phase 5 Établir un Marché Commun Africain continental *à achever en 2023*
- Phase 6 Établir une union économique et monétaire continentale et un Parlement. *à achever en 2028*

Toutes les périodes de transition sont sensées être terminées au plus tard en 2034.

Statut d'exécution du Traité d'Abuja par CER

	Phase 1 1994-1999	Phase 2 2000-2007		Phase 3 2008 -2017		Phase 4 2018-2019	Phase 5 2020-2023	Phase 6 2024-2028 au plus tard 2034
CERs	Renforcement des CERs existantes et création de nouvelles CERs là où il n'y en pas	Coordination et harmonisation des activités	Élimination des barrières tarifaires et non-tarifaires	Zone de Libre Échange	Union des Douanes	Union Continentale des Douanes	Marché Commun Africain	Union Monétaire et Économique
UMA	✓	✓	En cours	Pas encore	Pas encore	Cette phase sera terminée lorsque les RECs auront achevé l'Union des Douanes et harmonisation de leur respectif tarif externe commun (TEC), avec en vue de créer un TEC continental unique.	Cette phase sera terminée lorsque les RECs auront achevé l'Union Continentale des Douanes ainsi que la libre circulation de la main d'oeuvre et de capitaux.	Cette phase sera terminée lorsque les RECs auront achevé le Marché Commun Africain à laquelle phase il y existera une devise commune, émise par la Banque Centrale Africaine.
IGAD	✓	✓	En cours	Pas encore	Pas encore			
SADC	✓	✓	✓	✓	2013			
CENSAD	✓	✓	Pas encore	Pas encore	Pas encore			
ECOWAS	✓	✓	✓	✓	2015			
COMESA	✓	✓	✓	✓	✓			
ECCAS	✓	✓	✓	✓	Date non fixée			
EAC	✓	✓	✓	✓	✓			



La SADC annule la suspension de Madagascar

SUITE À la restauration de l'ordre constitutionnel, la suspension de Madagascar a été annulée par les organisations régionales.

Un Sommet Extra-Ordinaire des Chefs d'États et de Gouvernement, tenu en événement connexe de la toute récente 22^{ème} Session Ordinaire de l'Union Africaine en Éthiopie, a annulé la suspension, ouvrant la voie pour que Madagascar reprenne sa participation dans toutes les activités de la SADC.

Madagascar fut suspendu de la SADC en 2009 lorsque le pays a glissé dans des bouleversements politiques après que le chef de l'opposition Andry Rajoelina ait saisi le pouvoir des rennes du Président alors en exercice Marc Ravalomanana dans une démonstration publique soutenue par les militaires, similaire à la méthode utilisée par Ravalomanana lorsque quelques années plus tôt, il s'est emparé du pouvoir de son prédécesseur, Didier Ratsiraka.

La Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe (SADC) a été au premier plan des efforts de médiation pour faciliter le retour de l'ordre constitutionnel à Madagascar.

L'ancien Président Mozambicain fut mandaté en qualité de négociateur en chef.

La nomination de Chissano en juin 2009 est survenue une semaine après que l'Union Africaine (UA) et les Nations Unies (ONU) aient suspendu leurs efforts de médiation, citant un manque de volonté politique de la part des deux parties.

Les deux autres organisations ont fait le serment de ne pas reconnaître le régime de Rajoelina et à un moment donné ont même suggéré une intervention militaire afin de sauver les citoyens malgaches affectés par la situation politique dans leur pays.

La médiation SADC a finalement porté fruit à la fin de



Hery Rajaonarimampianina prête serment en tant que nouveau président de Madagascar

2013 lorsque Madagascar a tenu avec succès des élections présidentielles remportées par l'ancien ministre des finances, Hery Rajaonarimampianina.

Il a vaincu son principal rival, Jean-Louis Robinson par 53,49 pourcent de la totalité des votes contre 46,51 pourcent.

Rajaonarimampianina, qui a gagné au second tour après être arrivé deuxième au premier tour des élections présidentielles en octobre, fut assermenté en tant que président démocratiquement élu le 25 janvier.

Le Tribunal Électoral de Madagascar l'a déclaré président élu suite à une protestation initiale de Robinson qui affirmait que le tour décisif des élections de décembre était truqué.

Robinson a accepté le verdict du tribunal et était présent à la cérémonie d'inauguration dans l'esprit d'édification de la nation. Les observateurs électoraux de la SADC et de l'UA firent l'éloge des élections comme étant paisibles et conformes aux standards et principes régionaux.

La mission SADC de 252 membres fut dirigée par le ministre namibien des Affaires Étrangères, Netumbo Nandi-Ndaitwah.

"L'environnement paisible et calme créé par le peuple et le gouvernement pour le succès des élections; le professionnalisme du personnel du CENIT,

l'accréditation rapide des observateurs; l'empressement du CENIT à assister les observateurs malgré une grosse charge de travail, la tolérance politique ainsi que la liberté d'association et d'expression durant les campagnes électorales, l'usage de l'information pour l'éducation et la communication de l'électeur et l'usage de l'éducation civique, l'usage d'urnes translucides et l'assistance aux électeurs handicapés sont les meilleures pratiques démocratiques observées par la SADC aux élections de Madagascar," décrit le rapport SADC.

Les dirigeants de l'Afrique Australe ont exprimé leur satisfaction sur les développements politiques à Madagascar qui ont mené à la tenue réussie des élections.

Dans un communiqué publié après un Sommet SADC Extraordinaire en Éthiopie le 30 janvier, les dirigeants de la SADC ont félicité Rajaonarimampianina et ont apprécié son engagement vers la réconciliation nationale et la recouverte socio-économique.

Notant les progrès dans la résolution de l'ordre constitutionnel à Madagascar, ils ont invité le pays à rejoindre la SADC et à reprendre sa participation dans toutes les activités SADC.

"Au vue de la restauration de l'ordre constitutionnel dans le

pays, le sommet a annulé la suspension de Madagascar et a invité le pays à reprendre de suite sa participation dans toutes les activités SADC," lit une partie du communiqué.

L'annulation des sanctions contre Madagascar est un développement significatif pour le pays après plusieurs années d'isolation. L'UA a également levé les sanctions contre Madagascar en janvier.

Le Secrétaire général de la SADC, Dr Stergomena Lawrence Tax confirma que le groupe de 15 membres était satisfait du processus démocratique.

"La SADC fait appel à l'Union Africaine, aux Nations Unies et aux autres organes similaires à apprécier les démarches positives prises par Madagascar à travers les récentes élections paisibles, transparentes et équitables et de n'épargner aucun effort pour garantir que la démocratie et l'état de droit soient renforcés en Afrique Australe," déclara Tax au Conseil de l'UA pour la Sécurité et la Paix.

Avec le retour de Madagascar à la SADC, le pays est supposé bénéficier d'un nombre de projets en cours d'exécution par la région.

Ceux-ci incluent un programme ambitieux de US\$64 milliards destiné à développer une infrastructure transfrontalière dans six domaines prioritaires notamment: l'énergie, le transport, le tourisme, l'eau, la technologie d'information de la communication et la météorologie.

D'autres programmes joints sont dans le secteur du tourisme où la région a pour projet l'établissement d'un visa unique pour tous les États Membres.

Le tourisme est l'épine dorsale de l'économie Malgache, et une initiative régionale de ce genre aiderait à attirer plus de touristes vers l'Île de l'Océan Indien. sardc.net



L'AFRIQUE AUSTRALE

SADC AUJOURD'HUI Vol 16 No 2 Février 2014

SADC AUJOURD'HUI

est produit en tant que source de référence des activités et opportunités dans la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe, et en tant que guide à l'attention des responsables politiques à tous les niveaux du gouvernement national et régional.

Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe

SADC Secretariat, SADC House, Private Bag 0095, Gaborone, Botswana

Téléphone +267 395 1863 Fax +267 397 2848/318 1070

Adel: registry@sadc.int Site web: www.sadc.int

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur le développement régional. Les articles peuvent être librement reproduits par les médias et autres, selon l'attribution.

RÉDACTEUR

Munetsi Madakufamba

COMITÉ DE RÉDACTION

Joseph Ngwawi, Kizito Sikuka, Egline Tauya, Admire Ndhlovu, Phyllis Johnson, Danaï Majaha, Shirley Pisirai

CONSEILLER À LA RÉDACTION

TRADUCTION

Marie-Laure EDOM

SADC AUJOURD'HUI est soutenu par le Ministère Norvégien des Affaires Étrangères, en soutien au Groupe Thématique sur l'Énergie de la SADC des Partenaires Internationaux de Coopération, qui est présidé par la Norvège.

© SADC, SARDC, 2014

SADC AUJOURD'HUI accueille les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la SADC, sous forme d'articles, photographies, fiches d'informations et commentaires et autres articles pertinents provenant de l'extérieur de la région. Les éditeurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Le contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles de la SADC ou du SARDC.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais, portugais et français, et est également disponible en version électronique à www.sadc.net Connaissance pour le Développement, lié à www.sadc.int

CONCEPT & MISE EN PAGE

Tonely Ngwenya, Anisha Madanhi

PHOTOS ET ILLUSTRATIONS

P1 WWF, www.sadc.int, www.dailynews.co.tz, P Johnson SARDC; P2 en.wikipedia.org, energydigital.com, dailynews.co.tz, 24tanzania.com, wikimedia.org; P4 www.afdb.org, www.mozambique.co.za; P5 en.wikipedia.org, harare24.com, thewaterproject.org, afdb.org; P6 wdm.org, wikimedia.org; P7 wikipedia.org; P8 pamoja.se.com; P9 providencecentrettrade.com, zesa.co.zw, bulawayo24.com; P10 www.dailynews.gov.bw; P12 www.au.int, P Johnson SARDC, SARDC; P14 wikipedia.org, www.wildfacts.com, news.yahoo.com; P16 panoramio.com, D Martin APG, 24tanzania.com

Abonnez-vous aujourd'hui

SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel pour six numéros par an: le tarif est de US\$55 en dehors du continent africain, y compris les frais d'affranchissement; US\$40 pour le reste de l'Afrique; et US\$30 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin d'information par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails, veuillez contacter le Rédacteur.

Les correspondances concernant cette édition doivent être adressées au:

Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC)

15 Downie Avenue, Belgravia, Box 5690, Harare, Zimbabwe

Tél: +263 4 791 141/791 143 Fax +263 4 791 271

Adel: sadctoday@sadc.net

www.sadc.net

Connaissance pour le Développement



SARDC

Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe

É V È N E M E N T S	
Évènements Février-Avril 2014	
Février 18-20, Afrique du Sud	Indaba sur l'Énergie en Afrique La conférence rassemblera des experts internationaux et continentaux pour partager leurs idées et des solutions à la crise de l'énergie en Afrique, tout en explorant simultanément les vastes opportunités de développement de l'énergie en promotion sur le continent.
18-20, RDC	Session Ad-Hoc du Groupe d'Experts sur: "Traités d'Investissement Bilatéral (BITs) et Champions Nationaux" Nombre de pays en voie de développement, y compris les États Membres Africains, se sont engagés dans les traités d'investissement afin d'encourager le flot de FDI. La session rassemblera donc des experts pour examiner le statut en cours des divers BITs et des traités d'investissement; analyser comment ils affectent la création de champions nationaux et recommander comme voie à prendre vers le type d'accord qui devrait être signé entre les pays organisateurs et les pays d'accueil où les deux parties gagnent sur toute la ligne.
19-21, Afrique du Sud	Conférence 2014 sur la Problématique des Sexes, l'Hydrologie et le Développement Cette conférence rassemblera des experts et des législateurs pour discuter comment aborder la problématique des sexes, les problèmes de pauvreté et d'eau à travers l'Afrique sous le thème de "Problématique des Sexes, Hydrologie et Développement: La Connection inexploitée". Entre autres choses, la conférence considérera également la formulation et l'intégration de la problématique des sexes dans la politique des eaux; la mobilisation des ressources humaines et financières; la popularisation de la problématique des sexes dans le développement de capacité humaine et institutionnelle; la promotion de la coopération et la coordination pour intégrer la problématique des sexes dans le secteur des eaux; et le soutien à l'égalité des sexes dans le secteur des eaux grâce à la supervision et l'évaluation.
27, Botswana	Session du Groupe Thématique de la SADC sur l'Énergie Le Groupe Thématique sur l'Énergie est une session de coordination de partenaires coopérants, d'experts, de la SADC et ses organisations subsidiaires afin de discuter des manières d'assister la région à confronter ses problèmes d'énergie.
Mars À confirmer	Conseil des Ministres de la SADC Le Conseil des Ministres de la SADC est responsable de la supervision et du contrôle des fonctions et du développement de la SADC, et d'assurer que les politiques soient correctement exécutées pour l'avancement de l'intégration régionale.
5-7, Zambie	20ième Session de la Commission Intergouvernementale des Experts pour l'Afrique Australe Onze états membres de la SADC et du COMESA sont supposés participer dans la session qui se tient annuellement afin de discuter les développements économiques et sociaux dans la région. La session sera tenue sous le thème "Faire que les ressources naturelles bénéficient à la croissance inclusive et au développement durable en Afrique Australe".
8, Global	Journée Internationale la Femme C'est la journée désignée par les Nations Unies pour commémorer les problèmes d'égalité des femmes et des hommes, et qui coïncide avec la 57ième Session de la Commission de l'ONU sur le Statut des Femmes tenue chaque année en début mars. Cette année, le thème principal de la CSF est "L'Élimination et la Prévention de toutes Formes de Violence contre les Femmes et les Filles" et un thème subsidiaire "Le Partage des Responsabilités entre les Femmes et les Hommes, y compris dans la Prestation de Soins dans les Contextes du VIH et SIDA".
13, Botswana	Session du Groupe de Travail chargé de la Révision SADC RISDP Le groupe de travail à partenaires multiples mettra en oeuvre les recommandations d'une révision indépendante du Plan Régional Stratégique Indicatif pour le Développement qui fut conclu en 2013. Il est composé de représentants des États Membres, du Secrétariat de la SADC, d'Institutions subsidiaires et affiliées à la SADC, d'institutions de recherche politique et d'experts indépendants.
Avril 2-3, Belgique	4ième Partenariat Afrique-UE sur l'Énergie Le sommet fournira une opportunité pour faire le bilan des succès et des échecs du partenariat stratégique entre les deux continents, et prévoit des moyens pour fondamentalement restaurer la nature, l'ambition et l'envergure des relations Euro-Africaines.

45 ans

Le Mozambique se souvient de Mondlane

QUARANTE CINQ ans ont passé depuis le décès du fondateur et du premier président du Front pour la Libération du Mozambique (Frelimo), Eduardo Mondlane, qui fut assassiné le 3 février 1969 par un colis piégé envoyé par la police de sécurité Portugaise et qui lui fut livré à Dar es Salaam, Tanzanie.

La date est commémorée chaque année au Mozambique comme Journée des Héros.

La cérémonie pour commémorer la Journée des Héros cette année a également marqué la re-inauguration de la "Place des Héros" à Maputo.

Au centre de la place se dresse un monument de marbre blanc en forme d'étoile où Mondlane est enterré, ainsi que le premier Président du pays, Samora Machel et d'autres héros de la lutte pour la libération.

Pour commémorer 45 ans depuis l'assassinat de Mondlane, le Président mozambicain Armando Guebuza a décoré plus de 100 personnes, nombre d'entre elles à titre posthume, ainsi que quelques institutions, pour leurs contributions au pays.

Les honneurs posthumes pour un "Héro de la République du Mozambique" furent décernés à 24 personnes.

C'est l'honneur le plus prestigieux accordé aux personnes qui ont contribué à l'indépendance et au développement du Mozambique.

La seule personne à avoir auparavant reçu ce titre fut le premier Président du Mozambique, Samora Machel, en 1983.

En tête de la liste d'honneur actuelle figure Mondlane lui-même dont la récompense a été reçue, au nom de la famille, par son fils aîné, Eduardo Mondlane Junior.

Parmi d'autres décorés comme Héros de la République figure le premier commandant de la guerrilla de Frelimo, Filipe Samuel Magaia; Josina Machel, qui fut l'une des fondatrices du Détachement des Femmes du Frelimo; ainsi que les commandants promouvus de la guerrilla tels que Paulo Samuel Kankhomba, Osvaldo Tazama, Bonifacio Gruveta, et Sebastiao Mabote.

Les personnalités non-militaires décorées en tant que Héros de la République incluent Jose Craveirinha, largement considéré comme le plus grand poète du Mozambique, et le compositeur Justino Chemane.

Les personnes étroitement connectées aux négociations qui menèrent à l'accord de paix générale signé le 4 octobre 1992 entre le gouvernement et les rebelles de la Résistance Nationale du Mozambique (Renamo) furent également décorés de l' "Ordre du 4 octobre". r

Jubilée d'or de la Révolution de Zanzibar

CETTE ANNÉE marque le jubilé d'or de la Révolution de Zanzibar, une révolte contre les Sultans d'Oman qui pendant 150 ans ont maintenu leur contrôle sur Zanzibar comme poste commercial clé au large du continent africain.

La Révolution de Zanzibar a vu le renversement en 1964 du Sultan de Zanzibar et de son gouvernement principalement arabe par les autochtones.

Zanzibar a obtenu l'indépendance de la Grande Bretagne en 1963 mais avec une structure qui permit à la minorité arabe de retenir le pouvoir hérité de l'ancienne existence de Zanzibar en tant que territoire outremer d'Oman.

Frustré par la sous-représentation au parlement bien qu'ayant gagné 54 pourcent des votes aux élections tenues en juillet 1963, le Parti Afro-Shirazi (ASP), composé principalement d'Africains, a uni ses forces avec le Parti Umma et tôt le matin du 12 janvier 1964, John Okello membre de l'ASP a mobilisé des centaines de personnes sur l'île principale d'Unguja.

Ayant envahi les forces de police du pays et saisi leur artillerie, les révolutionnaires ont marché sur la ville de Zanzibar où ils ont renversé le Sultan et son gouvernement.

Le nouveau gouvernement, mené par Abeid Amani Karume, a transformé Zanzibar en République du Peuple de Zanzibar de courte durée avant de former une union avec le Tanganyika continental le 26 avril 1964 afin de devenir la République Unie de la Tanzanie, avec Julius Nyerere comme chef d'état.



JOURS FÉRIÉS DANS LA SADC

pour la période Février-Avril 2014

1 Février	Journée de l'Abolition de l'Esclavage	Île Maurice
3 Février	Journée des Héros	Mozambique
4 Février	Journée Nationale de la Lutte Armée	Angola
27 Février	Maha Shivaratri	Île Maurice
3 Mars	Journée des Martyrs	Malawi
4 Mars	Carnaval	Angola
8 Mars	Journée de la Femme	Angola, Zambie
11 Mars	Journée Moshoeshoe	Lesotho
12 Mars	Journée Nationale	Île Maurice
	Journée de la Jeunesse	Zambie
21 Mars	Journée de l'Indépendance	Namibie
	Journée des Droits de l'Homme	Afrique du Sud
29 Mars	Journée des Martyrs	Madagascar
31 Mars	Ougadi	Île Maurice
4 Avril	Journée de la Paix et de la Réconciliation	Angola
7 Avril	Journée Sheikh Abeid Karume	Tanzanie
	Journée de la Femme	Mozambique
18 Avril	Journée de l'Indépendance	Zimbabwe
	Vendredi Saint	Angola, Botswana, Lesotho, Madagascar, Malawi, Namibie, Seychelles, Afrique du Sud, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe
19 Avril	Pâques/Samedi Saint	Seychelles, Zambie
19 Avril	Anniversaire du Roi	Swaziland
21 Avril	Lundi de Pâques	Botswana, Lesotho, Madagascar, Malawi, Namibie, Seychelles, Afrique du Sud, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe
25 Avril	Journée du Drapeau National	Swaziland
26 Avril	Journée de l'Union	Tanzanie
27 Avril	Journée de la Liberté	Afrique du Sud
28 Avril	Jour Férié	Afrique du Sud